

Entretien avec Hadjiratou Khalidou Bâ, maire de Gouraye, Mauritanie

L'élue qui pousse des brouettes

Depuis le début 2014, une femme est à la tête de la commune de Gouraye (env. 40'000 habitants), au Sud de la Mauritanie. La nouvelle élue, Hadjiratou Khalidou Bâ, ne compte pas s'enfermer dans une tour d'ivoire. Elle promet de mettre la main à la pâte, afin de réaliser «l'éducation pour tous» et de contrer l'extrémisme religieux. Entretien réalisé en février 2014 à Tambacounda (Sénégal).

Est-ce courant, dans un pays qui a la réputation d'être assez conservateur, qu'une femme soit à la tête d'une commune?

Il y a peu de temps encore, c'était rare. Et même jusqu'à présent, il n'y a pas beaucoup de femmes maires. Beaucoup sont candidates mais elles n'arrivent pas à passer. En 2001, j'ai été élue deuxième adjoint au maire de Sélibaby. Dans toute la Mauritanie, il y avait seulement deux femmes dans des municipalités, une maire et moi.

Depuis quelques années, vous constatez pourtant une nouvelle dynamique...

Oui. Des femmes leaders ont fondé une association et se sont battues pour que la Mauritanie accepte de donner un quota aux femmes. Nous avons une loi qui impose à tous les partis de prendre 20% de femmes dans leurs listes électorales. Maintenant, c'est aux femmes de se battre pour arracher les places éligibles, pour obtenir d'être en tête de liste, et ça ce n'est pas encore évident. Dans ma région, il y a 18 communes et je suis la seule femme élue.

Ce n'est pas facile de convaincre les femmes d'oser se présenter. En Mauritanie, les adjoints au maire sont élus par la Municipalité. Il faut lever la main pour être candidate. Mais parmi les quatre femmes qui étaient sur ma liste, aucune n'était volontaire. Je me suis donc retrouvé avec cinq adjoints, que des hommes!

Qui s'est mobilisé pour obtenir cette loi?

Des femmes de Mauritanie. Elles sont allées porter leurs revendications au Parlement. Beaucoup d'entre elles sont conseillères municipales. Dans mon conseil, nous sommes sept femmes sur dix-neuf.



Hadjiratou Khalidou Bâ, la maire de Gouraye, Mauritanie, élue en novembre 2013

Cela a-t-il été difficile de vous faire entendre?

Au début c'était très difficile, l'Etat refusait de céder en disant que la majorité des femmes sont analphabètes. Mais on a prouvé qu'on était capable d'être conseillère. On n'est pas obligé de parler arabe ni d'écrire français pour cela, il suffit de pouvoir comprendre et de donner. Maintenant, il nous reste à faire en sorte que les femmes acceptent de se lancer. Pour cela, on fait des formations de femmes leaders, susceptibles d'être candidates.

Assemblée générale

L'AG de Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud aura lieu le lundi 15 juin à 20h. Salle de réunion 15, rue des Gares, 1er étage.

Certaines femmes pensent que ce n'est pas leur rôle de s'occuper de politique?

Oui. D'autre part, elles ne se sentent pas à la même place que les hommes. Elles ne peuvent pas se battre devant les hommes, défendre quelque chose face à eux.

Quel rôle les groupements villageois de femmes ont-ils joué dans la mobilisation pour les droits de femmes?

Un très grand rôle. Dans ma région, l'Union de coopératives féminines a aidé à la prise de conscience et à la libération de la femme. Elle regroupe 79 associations membres et a reçu des financements de Jardins de Cocagne pour la formation, l'encadrement, le maraîchage et l'arboriculture. La femme est opprimée parce qu'elle est pauvre et prise en charge. Quand elle arrive à produire elle-même et à s'autofinancer, le droit de prise de décision vient automatiquement. Tu participes au gain journalier donc l'homme est obligé de t'écouter. C'est de là que vient l'acceptation de la participation des femmes à la prise de décision.

Brigitte Studer, présidente des Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud, a fait la connaissance de Hadjiratou Khalidou Bâ en 2014. L'énergie et l'engagement de cette directrice d'école maternelle, elle-même mère de cinq enfants, l'ont fortement impressionné. Toutes les deux participaient alors à la rencontre annuelle des six partenaires du projet de prévention et d'accompagnement VIH/sida que l'association genevoise soutient depuis une dizaine d'années dans la région frontière entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie. Un volet de ce projet est basé à Gouraye, la commune dont Hadjiratou est maire.

Hadjiratou a confié qu'elle connaissait l'association genevoise depuis les années 1990, quand elle avait suivi des cours au Centre de formation de Bakel au Sénégal et avait collaboré au groupement des coopératives des femmes en Mauritanie, deux initiatives soutenues par Jardins de Cocagne et financées par les collectivités publiques genevoises à travers la Fédération genevoise de coopération dont l'association est membre.

De telles rencontres confirment l'intérêt de la démarche de Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud d'accompagner directement, et dans la durée, des organisations de base. Les projets visent non seulement une vie digne pour les populations, mais des formes démocratiques d'organisation sociale, la défense des droits des paysans et paysannes et l'émergence de leaders comme Hadjiratou. A relever que toutes les organisations partenaires sur les derniers 25 ans continuent leurs activités, même après la fin de l'appui financier extérieur.

*La commune de Gouraye se situe à l'extrême Sud de la Mauritanie. Elle mesure 975 km² (4 fois le canton de Genève) et compte env. 40'000 habitants dans 35 localités. Elle fait partie de la Région (wilaya) du **Guidimakha**, le grenier de la Mauritanie, dont la capitale est **Sélibaby**.*

Les femmes ont déjà beaucoup à faire. Les activités des groupements féminins ne sont-ils pas une surcharge?

Non, c'est une décharge. A part les travaux ménagers, la femme n'avait pas autre chose à faire et cela ne remplit pas toute la journée. La formation l'a aidée à savoir ce qui se passe ailleurs et à se voir elle-même, par rapport à elle-même. Il y avait des réalités et des capacités qu'elle ignorait d'elle-même.

Quelles sont les autres revendications du mouvement qui s'est battu pour la représentation des femmes en politique?

C'est un mouvement qui protège les femmes en Mauritanie. Dans une partie de la société, la femme est maltraitée. Beaucoup étaient battues, ce qui est aujourd'hui interdit par la loi. Notre cible actuelle est de parvenir à zéro mutilation génitale d'ici à 2015.

Quelle est la place de la religion dans vos revendications?

On tient toujours en compte la religion. Dieu a fait qu'on a des ulémas (docteurs de la loi musulmane, interprètes du Coran) très compréhensifs. Le fait que la femme soit opprimée, ce n'est pas de la religion du tout. Par contre, la religion accompagne beaucoup la femme, elle accepte que la femme travaille et soit associée à la prise de décision. C'est elle l'éducatrice. On ne peut donc pas parler de développement là où il n'y a pas de femme. Le père est un géniteur mais il s'en fiche du reste. Peut-être qu'il apporte la nourriture, mais l'éducation de base vient de la femme. Il y a un adage chez nous qui dit que dès qu'un enfant est raté, c'est l'enfant de sa maman, il n'est plus l'enfant de son père...



Hadjiratou Khalidou Bâ (à droite) à la réunion VIH/Sida de février 2014 à Tambacounda

Le banditisme et l'extrémisme religieux au Mali et en Mauritanie vous inquiètent-ils?

Cela nous inquiète beaucoup, surtout nous les Musulmans. On voit qu'on est stigmatisé à cause de bandits qui utilisent la religion comme couverture. Personne n'a le droit de tuer même une mouche. Il est formellement interdit de tuer quelqu'un, c'est très clair dans le Coran: quiconque tue une personne humaine sera puni. Nous avons des commissions de surveillance chez nous, parce que nous voulons dénoncer ces gens-là. Ils gâtent notre image et le nom de l'islam, c'est pourquoi nous voulons nous débarrasser d'eux. Récemment, un grand uléma est intervenu à la télévision en disant de ne jamais qualifier ces gens-là de musulmans.

Malgré tout, ces groupes trouvent-ils une écoute dans les populations?

Je vois qu'ils sont en train de gagner du terrain. Ils ont de l'argent, face à une population analphabète et pauvre. Les gens dans ma région commencent à porter la burka, et c'est très grave, c'est de l'extrémisme total. Dieu a dit de nous protéger mais pas d'aller jusqu'à protéger nos yeux et la bouche. Cela ne figure dans aucun verset du Coran. Ces gens-là ont une religion qui leur est propre. Ils commencent à s'installer, ils donnent des pensions dans les familles, versent de l'argent anonymement et, plus tard, ils reviennent dire dans les mosquées que c'est un don de Dieu. Ils sont en train d'embobiner les gens.

A Sélibaby, les bandits se sont installés dans le quartier des expatriés mauritaniens, des émigrés revenus du Mali dans les années 1990 qui constituent une bonne partie de la main d'oeuvre non qualifiée. L'Etat ne peut pas tout de suite se soulever contre les bandits, mais tôt ou tard ils vont être ciblés. Le Président de la République a lancé une campagne très forte contre eux. Lors des dernières élections, leur mouvement s'est présenté sous la couverture d'un parti politique. Après le premier tour, l'Etat a senti qui était sur ces listes et il l'a empêché de se présenter au second tour.

En tant que maire, que pouvez-vous faire pour contrer l'influence des extrémistes?

A Sélibaby, il y a une association de jeunes, femmes et hommes. Certains n'ont appris que le Coran et font de la sensibilisation en expliquant que ce n'est pas parce qu'on est musulman qu'on n'a pas le droit de travailler, que ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'il faut accepter tout don. Ils luttent contre la mendicité et contre toutes les sectes religieuses. Il y a trop de confréries par ici. Les confréries créent l'extrémisme, car les personnes qui sont dans telle ou telle case disent que l'autre n'est plus musulman. Dans cette association, on fait lire le Coran et on le traduit dans les langues locales. Chaque semaine, on se réunit chez quelqu'un. Des ulémas sont à disposition pour répondre aux questions des gens. Ce que j'aimerais faire, c'est amener ce travail à Gouraye. Parce que les bandits profitent de ces villages à l'écart, très loin des autorités, seuls et abandonnés à eux-mêmes. Il faudrait au moins une association par village pour sensibiliser à ces malfaiteurs, aux maladies contagieuses et au combat de l'éducation pour tous. C'est l'analphabétisme qui fait ça. Le jour où on aura tous les enfants à l'école, il y aura moins d'extrémisme.

Quelles sont vos priorités pour les cinq ans de votre mandat?

D'abord l'éducation pour tous. Je veux mettre des écoles maternelles et primaires dans tous les villages de la commune. Pour changer les comportements, il faut passer par les enfants. J'ai eu la chance d'ouvrir une école maternelle à partir de 2009-2010, j'ai fait des sensibilisations dans la classe pour inciter les élèves à ne pas jeter les ordures dans la rue.

J'ai fait des poubelles avec des bidons vides et en trois mois les enfants ne jetaient plus rien. Ensuite c'est devenu leur tour de m'éduquer moi, parce que j'avais pris l'habitude de tout jeter par terre! Les bidons, on les donne aux femmes pour faire du bissap (boisson à base de fleurs d'hibiscus), les sacs en plastique on les met dans un bassin et on les brûle. Il y a un ramassage des ordures dans la ville



Au bord du fleuve Sénégal, qui sépare la commune de Gouraye (Mauritanie) du Sénégal

mais les déchets finissent dans le marigot... On a déjà créé deux maternelles, il me reste trente-deux villages!

Cela a-t-il été difficile de vous faire une place en tant que femme?

Ça n'a pas été difficile pour moi parce que je me suis toujours imposée. J'ai grandi seule parmi des hommes. Quand j'ai été élue en 2001, j'avais 29 ans, je me suis imposée. Mon père, qui était coordinateur du parti, a pleuré parce que j'ai dit: «il me faut cette place»! Avant, les femmes, on les mettait tout à la fin de la liste. Je leur ai dit que si je n'étais pas dans les trois premiers de la liste, je démissionnerais et trouverais un autre parti.

Comment les gens ont-ils réagi lorsque vous vous êtes présentée à la mairie de Gouraye?

Ce sont eux qui sont venus me chercher pour être candidate! Au travers de mon ONG, j'étais en contact avec l'Association pour le développement de la commune de Gouraye, qui regroupe des agriculteurs et des éleveurs. Les gens de l'association ont négocié pendant trois mois avec moi pour que j'accepte de me présenter à Gouraye. Moi je m'étais déjà lancée à Sélibaby, où je réside, mais ces gens-là sont passés par ma famille pour faire pression sur moi! En effet, tous mes grands-parents habitent à Gouraye.

Nous vous invitons à soutenir les activités du projet VIH/sida en Mauritanie.

CCP 30-175347-2

Merci d'indiquer sur le BVR ci-joint « projet Mauritanie »

Même de toutes petites sommes sont les bienvenues!

Notre exposition « **3 milliards de paysans nourrissent le monde** » tourne actuellement dans les bibliothèques du Cycle d'orientation:
CO Sécheron jusqu'au 23 jan. 2015
CO Voirets du 23 jan. au 23 fév. 2015
CO Drize du 23 fév. au 30 mars 2015
CO Gradelle du 30 mars au 4 mai 2015
CO Colombières du 4 mai au 20 juin 2015

Avec quels moyens êtes-vous parvenue à créer votre ONG?

Je n'ai jamais eu de financement et je n'en ai pas cherché. Si je me limite à faire de la sensibilisation, je n'en ai pas besoin. Pourquoi payer quelqu'un d'autre? J'ai mes petits moyens.

Dans ma commune, j'ai poussé les gens à faire de même pour l'assainissement: j'ai créé une ligne budgétaire de 2 millions d'ouguiya (environ 6'200 CHF) pour acheter du matériel à disposition des associations féminines. Je leur ai dit: «Vous allez rendre propres vos villes et vous sauver des maladies, sinon dans dix ans vous allez tomber malades et vous devrez payer beaucoup plus pour vous soigner».

C'est ce qu'on a fait à Sélibaby, on a pu clôturer le cimetière grâce à des dons. Dans l'association il y a des maçons, des manoeuvres, je suis avec eux. Je pousse les brouettes! Il y a des commerçants qui nous ont donné du béton et du grillage. On veut imposer au maire de mettre des taxes aux gens qui jettent les ordures n'importe où.

A Gouraye, on va faire ça. On empruntera du matériel pour nettoyer les locaux de la commune et la grande place. Ils vont me voir pousser des brouettes! On ne voit jamais un élu faire ça. Le jour où ils sont élus, où on leur met l'écharpe et ils oublient qu'ils font partie de la population. Les gens doivent savoir ce qu'on fait avec leur argent. L'extrémisme vient du fait qu'on croit, parfois à raison d'ailleurs, qu'un tel s'en met plein les poches sur notre dos et qu'on doit donc se rebeller contre lui.

Propos recueillis par Michaël Rodriguez

L'initiative d'Uniterre

Souveraineté alimentaire, mais pourquoi donc ?

Parce que l'agriculture et l'alimentation doivent redevenir l'affaire de tous.

Nous, paysan-ne-s et consommateurs-trices de Suisse, devons être en mesure de décider souverainement de ce que nous souhaitons retrouver dans notre assiette tout en prenant garde de ne pas le faire au détriment d'autres régions du monde. Au fil des ans, nous avons été dépossédés de nos pouvoirs de décision. Les politiques se sont désengagés de leur rôle visant à déterminer de véritables politiques alimentaires durables pour laisser plus de place aux intérêts économiques à court terme.

Demandez des feuilles de signature sur www.souverainete-alimentaire.ch

Les Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud

66 ch. des Plantées
1285 Sézegnin-Athenaz

www.cocagne.ch - solisud@cocagne.ch
CCP 30-175347-2

**Membre de la
Fédération
genevoise de
Coopération
(FGC)**

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**